

*l'Anti*capitaliste

n°718 | 25 juillet 2024 | 1,50 €

l'hebdomadaire du NPA ~ L'ANTICAPITALISTE

PARTAGER LES RICHESSES, PRÉSERVER LA PLANÈTE



CONSTRUIRE LES

RÉSISTANCES ET

CHANGER LE MONDE !

ZOOM

Écologie. Résistance anticapitaliste pour notre bien commun, l'eau

Page 3

ARGUMENTS

Histoire. 1939-1944 : résister à l'occupation fasciste !

Pages 4-5

INTERNATIONAL

Gaza. Israël, un État colonisateur et d'apartheid aux JO

Page 6

CHAMP LIBRE

16^e Université d'été. On sera là !

Page 8

Édito

Pas de trêve olympique pour le capitalisme

Par **FABIENNE DOLET**

Le 26 juillet, Paris 2024 est lancée. En présence du président d'Israël, le même qui écrivait il y a quelques mois sur des obus destinés à être lancés sur Gaza par l'armée israélienne. En chef d'État, il vient saluer les athlètes du comité national olympique israélien. En chef d'un État qui bafoue le droit international! Comme bien d'autres États qui foulent eux aussi aux pieds les droits humains... Comme la Chine avec les Ouïghours, comme l'Iran, comme la Birmanie qui assassine ses opposants. Comme la Russie dont les athlètes ont un traitement différencié. Certains ont les honneurs, d'autres non! C'est sans doute cela l'esprit olympique! Nous n'avons pas compris. Le temps d'un spectacle, rigoureusement orchestré, savamment chiffré, il faudrait donc, comme nous y enjoint Macron, faire une «trêve». Et pourtant, nulle trêve pour l'exploitation, le nettoyage social et le contrôle généralisé des populations. Pas de trêve sociale, non plus! Les danseurs viennent nous le rappeler. Eux dont les contrats ne respectent pas le droit du travail, ne pourraient bénéficier d'une rémunération digne... faute de budget. La CGT-Spectacle a d'ailleurs déposé un préavis de grève. Quand on se souvient que six enquêtes préliminaires en lien avec les JO sont en cours pour des soupçons de «prise illégale d'intérêts», «favoritisme» et «trafic d'influence» — la dernière en date concerne la rémunération de Tony Estanguet, président du COJOP — le spectacle semble moins minutieusement préparé. Pas de trêve pour la société du spectacle, pour le sport devenu marchandise, pour l'hypocrisie glaçante du Comité international olympique qui demande aux seuls athlètes russes et biélorusses de participer sous bannière neutre, en raison de l'invasion de l'Ukraine, et vérifie qu'aucun n'a activement soutenu cette invasion. Alors que bien des participants sont de formidables athlètes, nous ne saurions détourner le regard de cette hypocrite instrumentalisation politique à géométrie variable, qui dénonce à juste titre l'invasion de l'Ukraine, mais se tait sur la guerre génocidaire, l'occupation illégale des territoires palestiniens et l'éventuelle participation des athlètes israéliens à des exécutions d'enfants palestiniens! Un spectacle dont Jupiter ne lasse pas puisqu'il veut recommencer pour les JO d'hiver de 2030...

Bien dit

Si les Jeux Olympiques vont bientôt commencer, la vidéosurveillance algorithmique (VSA), elle, est déjà en place! Les expérimentations ont commencé hier dans 46 stations du métro parisien. [...] certains lieux choisis n'ont aucun rapport avec les JO. Il n'est pas tant question d'assurer [...] la sécurité que de trouver un prétexte pour tester ces technologies et les rendre acceptables pour la population.

LA QUADRATURE DU NET, X (ex-Twitter), le 23 juillet 2024

Celui-ci ne sera vraisemblablement pas nommé avant l'ouverture des Jeux olympiques, Jupiter ayant évoqué le 22 juillet «une trêve olympique et politique» bien commode... Car, pour lui, le statu quo est de toute façon positif. La réélection de Yaël Braun-Pivet à la présidence de l'Assemblée nationale le montre, la dissolution voulue par Macron apparaît comme une opération blanche: tout change pour que rien ne change!

La guerre sociale continue

Malgré son absence totale de légitimité, le pouvoir continue à mettre en œuvre sa politique antisociale: les groupes de niveaux au collège et du «choc des savoirs», dix milliards d'économies en plus des 15 milliards déjà prévus, répression des militantEs indépendantistes de Kanaky... Et, il y a quelques jours, alors que le gouvernement Attal vivait ses derniers instants, plusieurs décrets d'application de lois rétrogrades ont été publiés en vitesse: loi immigration, fin du repos dominical dans les vignes, mesures anti-écolo... Les industriels ne perdent pas de temps non plus: pour maintenir ses profits, Valéo prévoit de fermer trois sites en France supprimant plus de 1000 emplois; à Nantes c'est 250 emplois de moins chez Saunier-Duval; la fédération française du bâtiment annonce la suppression de 150 000 emplois d'ici 2025. Les coupes budgétaires vont elles aussi se traduire par des suppressions d'emplois: postes d'enseignantEs non pourvus, baisse du nombre d'agentEs de l'inspection du travail, dégradation continue dans la santé...

Contradictions sociales et politiques dans l'Hémicycle

Et à l'Assemblée nationale, la poursuite ou non des politiques de casse se «négocie». L'élection du bureau de l'Assemblée nationale a permis d'écarter le Rassemblement national de tout poste à responsabilité. Malgré

PARTAGER LES RICHESSES, PRÉSERVER LA PLANÈTE Construire les résistances et changer le monde!

La situation politique continue d'être pour le moins inédite voire instable. Si, les députés ont fait leur rentrée le 18 juillet et ont élu le bureau de l'Assemblée nationale, avec les voix des députés plus tout à fait ministres mais encore au gouvernement, Macron continue de bloquer la nomination d'un nouveau Premier ministre.



cette claque, le parti de Le Pen n'a qu'à attendre patiemment son heure... comme il l'a toujours fait. Alors qu'au Nouveau Front populaire les tensions continuent autour du nom du ou de la Première ministrable qui serait à même de porter le programme, les macronistes et une partie de la droite s'empressent d'attiser les divisions en faisant des appels de pied au PS. Wauquiez et ses 47 députéEs de la Droite républicaine (DR, ex-Les Républicains) présentaient le 23 juillet, avec le «pacte législatif» de 13 lois, la poursuite de l'offensive libérale antisociale. De son côté, Mathilde Panot annonçait le même jour que La France insoumise déposerait une proposition de loi visant à abroger la réforme des retraites adoptée en avril 2023.

Pas de trêve estivale pour les luttes écologiques et sociales!

Les rassemblements du 18 juillet initiés par la CGT cheminotEs et repris par différentes forces de la gauche sociale et politique, ainsi que par les comités mobilisés pour la mise en œuvre du programme du Nouveau Front populaire ont été trop faibles pour impulser une dynamique suffisante en ce début d'été. Le 19 et le 20 juillet à Melle, Migné-Auxances et La Rochelle, ce sont, en revanche, plusieurs milliers de personnes qui ont crié No Bassaran — fusion du «No Passaran» des républicainEs espagnols luttant contre le fascisme en 1936 et du «Non aux mégabassines» de l'agrobusiness qui accapare l'eau pour la stocker sans tenir

compte des conséquences écologiques (voir page 3). Les luttes anticapitalistes contre les grands projet inutiles et écocides nous montrent des voies possibles pour reprendre la main. Elles lient vivre décemment de son travail, se nourrir correctement tout en respectant la planète. Elles mettent au premier plan la solidarité et l'organisation collective de celles et ceux qui sont les premierEs concernéEs.

Ils ne lâcheront rien, nous non plus!

Ces mobilisations contre les mégabassines, ainsi que les rassemblements autour de la flamme olympique, les bagarres contre les licenciements et les fermetures de sites, les manifestations en solidarité avec les peuples palestiniens et kanak peuvent être des points de rassemblement de toutes celles et ceux qui luttent contre ce système qui tue et qui détruit la planète. Car, la démonstration est encore faite que ceux qui nous dirigent ne lâcheront rien. Pour imposer les premières mesures du programme du Nouveau Front populaire, nos revendications sociales et écologiques, pour en finir avec les discriminations racistes et sexistes, pour en finir avec le colonialisme, pour partager les richesses et préserver la planète, il n'y aura pas d'autre solution que nos mobilisations!



À Angers



À Strasbourg



À Orléans



À Paris, place de la République

Acturama

L'appel initial émanait de la CGT Cheminots, bientôt rejointe par la confédération! L'objectif était de faire pression pour qu'un Premier ministre du Nouveau Front populaire soit nommé. À Angers, Orléans, Paris, Strasbourg et dans bien d'autres villes, des rassemblements ont eu lieu le 18 juillet. Une nécessité pour reconstruire les cadres collectifs. © NPA

ÉCOLOGIE Résistance anticapitaliste pour notre bien commun, l'eau

Du 16 au 21 juillet, dans le Poitou, la lutte contre les mégabassines et l'accaparement de l'eau par l'agro-industrie au détriment de la population et des plus petits agriculteurs, a mobilisé plusieurs milliers de personnes.

Dès le 16 juillet, à Melle, dans le département des Deux-Sèvres, commençait le Village de l'eau organisé par de nombreuses associations, syndicats et partis politiques. Réclamant l'arrêt des mégabassines et un moratoire national, les participantEs s'opposaient à l'accaparement de l'eau par une minorité d'agriculteurs au détriment des autres et de la population, et réclamaient une répartition de l'eau égalitaire et respectueuse des écosystèmes. Réunions, débats, assemblées générales et formations : dans le village, les sujets abordés étaient variés, allant de l'écologie à la lutte contre l'extrême droite, de la répression policière à la façon d'organiser la production alimentaire autrement.

Village de l'eau, prises de parole... et lacrymos

Tout en étant festif, ce village permettait d'organiser la lutte, d'informer et d'offrir des perspectives pour une nouvelle production alimentaire, et plus généralement pour une nouvelle société anticapitaliste. Encore fallait-il l'atteindre ! Rien que pour se diriger vers le village, l'État avait mis en place un dispositif policier conséquent avec des contrôles dans les 4 départements voisins, avec des confiscations aussi arbitraires qu'à l'accoutumée.



Le vendredi 19 avait lieu la première manifestation démarrant à Migné-Auxances dans un bois pour se diriger à vers une ferme-usine de poules pondeuses et de méthanisation, qui prévoit la construction d'une mégabassine en septembre. Des convois s'y dirigeaient dont un démarrant à Poitiers, où le NPA et notamment Christine Poupin étaient présents. Une partie de ce convoi a été nassé sur une route pendant plus de deux heures par la gendarmerie pour empêcher la tenue de la manifestation tandis que le reste du cortège les attendait au Pré Sec. Environ 3 000 gendarmes ont contrôlé la manifestation et ont attaqué les 6 500 manifestantEs avec des lacrymogènes, mettant

le feu au champ menant à la ferme-usine. Par fortes chaleurs et avec le climat sec du champ de céréales, le feu était prévisible et prévu par la police. Les organisateurs ont fait demi-tour pour empêcher les manifestantEs d'être blessés par les flammes avant d'avoir atteint l'objectif.

No pasarán et No bassaran

Le lendemain, à La Rochelle, l'objectif était le port de commerce et le silo industriel qui profite des mégabassines et de l'épuisement des nappes phréatiques pour exporter massivement des céréales. Des militantEs du NPA, dont Philippe Poutou, étaient aussi présents ainsi que de nombreux militantEs d'autres partis politiques. Avant le début

de la manifestation, Alexandre Ragué a pris la parole pour rappeler que le NPA se mobilise pour toutes les manifestations antibassines et que No pasarán et No bassaran vont ensemble, qu'il faut faire front unique contre les capitalistes qui exploitent les terres et l'eau comme contre l'extrême droite, et que la lutte continue. Les 10 000 manifestantEs étaient répartis en deux cortèges, l'un passant le long de la côte et l'autre au centre de la ville. Ce second cortège fut rapidement attaqué par la police, tandis que le premier atteignait son premier objectif et installait un phare en bois. Des bateaux et kayaks manifestaient également dans l'océan, bravant les garde-côtes. Au lieu de poursuivre vers le port, ce cortège a rejoint celui attaqué par la police pour converger, puis retourner au point de départ pendant que la police nassait et gazait les manifestantEs qui battaient en retraite.

Malgré les objectifs non atteints, ces manifestations restent de masse et démontrent la répression disproportionnée de l'État face aux militants écologistes au nom de la protection des biens, même quand ceux-ci n'existent pas, comme pour le futur chantier de bassine de Migné-Auxances. La lutte pour l'eau n'est pas près de s'arrêter !
Amélie Dubois

KANAKY Sonia Backès : vers une société d'apartheid ?

La présidente de la province sud de la Nouvelle-Calédonie a parlé le 14 juillet (voir *L'Anticapitaliste* n° 717). Revenons sur le personnage et sur ses propos.

Sonia Backès a derrière elle une carrière politique mouvementée, faite de frictions et de scissions au sein de la droite loyaliste, toujours très à droite, toujours tout près du pouvoir ou au sein des exécutifs de la province sud. Nommée en juillet 2022 secrétaire d'État à la Citoyenneté dans le second gouvernement Borne, elle présente sa démission le 24 septembre 2023 lorsqu'elle est battue aux élections sénatoriales par l'indépendantiste Robert Xowie.

Une rhétorique de la tension

Son allocution, prononcée le 14 Juillet, suit des codes très « Calédonie dans la République française ». Au mur la carte de la province sud, le drapeau bleu blanc rouge, rappelé en médaillon par un pin's au revers d'une veste... bleue. On s'attend à entendre retentir *la Marseillaise*... mais non ! Sans doute n'a-t-elle pas osé !

Ses pensées ne vont pas aux victimes civiles qui ont payé de leur vie les affrontements — toutes Kanak ! Non, elle remercie celles et ceux, pompiers, forces de l'ordre, milices, qui ont permis au territoire de surmonter « les basses œuvres de la CCAT » !

Puis, elle réécrit la colonisation ! Elle évoque les missionnaires qui, les premiers, ont apporté leur œuvre civilisatrice, relayés par la France, qui « a pris la suite ». Si elle reconnaît que la colonisation n'a pas été facile pour les autochtones, ce n'est pas tant pour faire œuvre de repentance (elle réfute une « autoflagellation permanente et mortifère ») que pour proclamer que les actuels dominantEs de la Nouvelle-Calédonie française ne sont pas responsables de ce qui s'est passé il y a si longtemps et qu'on ne saurait leur en tenir rigueur. Mieux, ces générations fondent « notre droit inaliénable à vivre sur cette terre et à nous exprimer sur son avenir ».

Ensuite, tout son discours est fait d'oppositions : entre les bons accords de Matignon et les accords ambigus de Nouméa, entre les provinces « qui font fuir les entreprises et les talents [qui] ne peuvent plus bénéficier de recettes fiscales que les autres génèrent », entre « un système [politique] féodal et un système démocratique », entre « un système [économique] communautaire et un système capitaliste », entre « deux civilisations qui se côtoient en Nouvelle-Calédonie », entre « l'eau et l'huile ». Tout est dit car chacun sait que ces deux liquides ne se mélangent pas !

Ultralibérale, raciste, séparatiste !

Conclusion logique : soit on s'affronte, soit on se sépare ! Confrontée à une CCAT « raciste », à « cette partie de la population qui ne souhaite pas le vivre-ensemble »,



Manifestation de soutien aux prisonniers kanak à Mulhouse le 29 juin. PHOTOTHÈQUE ROUGE

qui fait preuve « d'une haine sans limites » et veut d'un « pays sans nous », comment pourrait-on reprocher à l'édile bleu-blanc-rouge de vouloir la séparation ? Alors, elle décline sa vision d'un territoire où régnerait un ordre colonial et ultralibéral. À chacun son projet, à chacun son mode de vie, à chacun sa fiscalité, libéré de la chienlit indépendantiste, une zone d'ordre et de travail, exempte de toute entrave — « l'administration pèse trop lourd ! » —, sans assistés — « réviser les aides sociales ». Un pays au sein duquel l'école serait « le creuset de notre société ordonnée, travailleuse, progressiste, qui rayonnerait au sein de la république française ». C'est beau comme du Macron !

Pour prendre date ?

Sonia Backès sait qu'il faudra un jour se remettre autour d'une table pour négocier. Elle semble, par son discours, prendre date en avançant des thèmes très « macron-compatibles », emprunts d'une tonalité fascistoïde tout à fait dans l'air du temps. Et elle prévient : « Il n'y aura pas de nouveau référendum », « Je ne pardonnerai pas ». Tout ceci ressemble à s'y méprendre à un idéal d'apartheid !

Louison Le Guen

No comment

Il faut aider les socialistes à se détacher de La France insoumise. Je ne suis pas social-démocrate, mais il ne me semble pas anormal que nous puissions aussi travailler avec eux.

GÉRALD DARMANIN, dans une interview au JDD le 21 juillet 2024

Agenda

Du dimanche 25 au mercredi 28 août, 16^e Université d'été du NPA, Port-Leucate. Lire page 8.



L'Anticapitaliste suspend sa parution durant le mois d'août. Rendez-vous le jeudi 5 septembre. Bons congés pour celles et ceux qui en ont.

Plus d'articles, plus d'actus, des vidéos, des analyses et des émissions sur **L'Anticapitaliste.org**

À lire sur le site



Pendant les affaires courantes... les fermetures d'usines et les suppressions d'emplois continuent, par Jean-Claude Vessillier

L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction : redaction@npa2009.org **Tirage :** 1800 exemplaires

Diffusion : diffusion.presse@npa2009.org **Directrice de publication :** Penelope Duggan

Administration : 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex **Secrétaire de rédaction :** Fabienne Brifault

Numéro ISSN : 2269-3696 **Maquette :** Ambre Bragard

Commission paritaire : 0419 P 11508 **Impression :** Rotographie, Montreuil-sous-Bois

Société éditrice : Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication. SARL au capital de 3500 € (durée 60 ans). **Tél. :** 01 48 70 42 21 **Mail :** rotoimp@wanadoo.fr



HISTOIRE 1939-1944: RÉSISTER À L'OCCUPATION FASCISTE!

Les victoires majeures que les puissances de l'Axe remportèrent entre 1939 et 1942 ont contraint une partie importante du monde, aussi bien en Europe qu'en Asie, à vivre sous occupation fasciste. Cette mise en place de régimes d'occupation militaire donna à la Seconde Guerre mondiale une de ses particularités majeures, puisqu'elle fit naître partout des résistances nationales, dont l'activité détermina largement les modalités d'installation de nouveaux régimes lors de la Libération.

La IV^e Internationale au défi de l'occupation fasciste

La Seconde Guerre mondiale constitua une période particulièrement difficile pour les trotskistes, tant d'un point organisationnel que stratégique.

L'entrée dans la Seconde Guerre mondiale amena un nouveau durcissement de la répression qui frappait les trotskistes. Dans les pays impérialistes, ils furent mis au ban dès le début de la guerre : les organisations communistes furent interdites en France en septembre 1939, tandis qu'en 1941 la justice américaine envoyait la direction du SWP (Socialist Workers Party) trotskiste en prison. La répression de la bourgeoisie n'était toutefois rien à côté de celle que Staline mettait alors en place.

La persécution

L'action des militants trotskistes face à l'occupation des puissances de l'Axe fut d'autant plus difficile qu'il leur fallait affronter la grande persécution stalinienne. Staline ordonna aux partis communistes d'éliminer physiquement les trotskistes, ce qui fut par exemple le cas en Yougoslavie, en Grèce ou au Vietnam, où ils et elles furent liquidés par les organisations communistes de résistance. Dans le même temps, les dirigeants trotskistes étaient pourchassés dans le monde entier par les tueurs du NKVD stalinien : Trotsky, assassiné en août 1940, ne fut que l'une de leurs nombreuses victimes, parmi lesquels il faut aussi placer Walter Held, dirigeant de la section allemande, enlevé par le NKVD, puis torturé par Beria en personne avant d'être liquidé. Isolés, les trotskistes durent payer au prix fort leur engagement dans la Résistance. En Allemagne ou en Italie, leurs sections furent totalement anéanties par la terreur fasciste. Dans les pays occupés par les nazis, elles perdirent la majorité de leurs militantEs, comme ce fut le cas en Chine, mais aussi en France où la police allemande parvint à arrêter la quasi-totalité de la

direction du POI (Parti ouvrier internationaliste), après avoir démantelé les cellules révolutionnaires que ses militantEs étaient parvenus à créer au sein de l'armée allemande.

Malgré leurs efforts, les militantEs de la IV^e Internationale eurent beaucoup de peine à maintenir leurs liens, et son secrétariat international établi à New York perdit le contact avec beaucoup de sections. Dans des conditions particulièrement difficiles, les trotskistes parvinrent toutefois à faire face, arrivant par exemple à tenir une réunion des sections européennes en février 1944 à Beauvais, ou encore à réorganiser les groupes trotskistes français, en les faisant fusionner en mars 1944 dans le PCI.

Penser la guerre

Les trotskistes durent aussi affronter les redoutables questions stratégiques que leur posait la guerre. Reprenant la grille de lecture des socialistes révolutionnaires pendant la Première Guerre mondiale, ils considéraient la guerre comme le fruit des contradictions impérialistes, ce qui les amenait à espérer qu'elle ouvrirait une nouvelle phase révolutionnaire. Afin de préparer l'insurrection, les trotskistes — et ce fut sans doute leur plus grande différence avec les stalinienEs — considéraient que la bourgeoisie impérialiste française, anglaise ou états-unienne constituait davantage un ennemi à abattre qu'un allié potentiel contre le fascisme. Dans le « Manifeste d'alarme » qu'il avait rédigé pour la IV^e Internationale en mai 1940, Trotsky avait ainsi mis en avant le mot d'ordre : « Pas d'alliance avec les démocraties qui sont des asservisseurs des peuples coloniaux ».

Le refus des fronts nationaux avec la bourgeoisie n'empêchait pas Trotsky de



différencier démocraties impérialistes et régimes fascistes. Trotsky l'avait affirmé dès 1937, lors du contre-procès organisé par la commission Dewey, en déclarant : « en Allemagne et au Japon, j'emploierais les méthodes militaires pour endommager la machine de guerre et la désorganiser ; en France, il s'agit de faire une opposition politique contre la bourgeoisie et la préparation de la révolution prolétarienne ». Les victoires allemandes amenèrent Trotsky à développer

ce point, et il expliquait, le 30 juin 1940, qu'avec la victoire allemande « la France est une nation opprimée », avant de rappeler que « de toutes les formes de dictature, la dictature totalitaire d'un conquérant étranger est la plus intolérable ». Si les trotskistes refusaient de reprendre les mots d'ordre chauvins que les stalinienEs mettaient en avant, ils n'en étaient pas moins sensibles aux questions d'oppression nationale, ce qui amena Marcel Hic à définir en 1941 le gaullisme

des masses comme « quelque chose d'essentiellement sain ».

Soutenir ou non l'URSS ?

Enfin, la question de l'URSS conduisit beaucoup de marxistes révolutionnaires à s'interroger sur la pertinence du mot d'ordre de « défense de l'Union soviétique » que défendait Trotsky. Alors que Staline s'était allié avec Hitler, beaucoup de militantEs commençaient à douter du caractère progressiste de l'URSS, ce qui amena en 1940 Max

Si les trotskistes refusaient de reprendre les mots d'ordre chauvins que les stalinienEs mettaient en avant, ils n'en étaient pas moins sensibles aux questions d'oppression nationale

Shachtman à rompre avec Trotsky, provoquant une scission majeure au sein du SWP américain. Trotsky conserva jusqu'à sa mort ses positions, en considérant que la dégénérescence de la bureaucratie stalinienne ne changeait rien à l'importance historique pour l'humanité de l'existence d'une aire de socialisation de la propriété, que les révolutionnaires devaient défendre afin de ne pas ouvrir une nouvelle ère de barbarie.

Ces difficultés stratégiques amenèrent certains groupes trotskistes à prendre des orientations un peu différentes, d'autant que les cadres de discussion commune avaient disparu ou s'étaient étiolés. Dans la pratique, ils parvinrent cependant à mener une ligne d'action commune. Celle-ci s'attachait à construire une résistance antifasciste de classe, en dehors de tout cadre de front national avec la bourgeoisie, afin de mieux préparer la révolution socialiste et le renversement de la bourgeoisie impérialiste. Ils payèrent au prix fort leur engagement, puisque aucun courant n'a perdu dans la guerre autant de ses militants. L'histoire ne leur a toutefois pas rendu justice, dans la mesure où les stalinienEs ont longtemps réussi à noircir leur mémoire, en prétendant que les « hitléro-trotskistes » avaient refusé de se joindre à la Résistance, développant un discours dont les traces sont loin d'avoir aujourd'hui disparus.

Laurent Ripart

La résistance française

Très divers, tant dans leurs formes d'action que dans leurs projets politiques, les acteurEs de la résistance antifasciste française sont parvenus à unir leurs forces, le PCF ayant accepté de reconnaître le leadership de la bourgeoisie française, en appliquant la politique stalinienne de construction de fronts nationaux.

La construction de la résistance française se fit par la réunion de courants d'une grande hétérogénéité. Pour une part, les premiers groupes de résistantEs étaient issus de la bourgeoisie impérialiste, dont une partie, à l'image de De Gaulle, avait fait le choix de poursuivre la guerre contre l'Allemagne, en s'appuyant sur l'empire colonial. Après être parvenus à rallier l'administration coloniale de l'Afrique équatoriale française, les gaullistes purent ainsi lever des dizaines de milliers de tirailleurs coloniaux, permettant de construire les Forces françaises libres (FFL), une armée qui participa aux côtés des Anglais aux combats menés contre l'Allemagne en Afrique du Nord.

La diversité de la résistance française

La mise en place de ces FFL permit à De Gaulle de se poser en leader de la résistance et d'unifier les nombreux réseaux qui s'étaient spontanément



En Août 1944 dans le 19^e arrondissement pendant l'insurrection de Paris, le groupe FTP Saint-Just se prend en photo. Le militant trotskyste André Calvès est au centre et la femme sur sa droite, c'est Madeleine Riffaud.

constitués dès 1940, en particulier dans la zone libre. Certains d'entre eux étaient de tendance démocrate-chrétienne, à l'exemple de celui créé autour du journal clandestin *Franc-Tireur* en région

Rhône-Alpes. Plus à droite, un autre réseau se mit en place autour du journal *Combat* qui parvint à se développer dans toute la France méridionale. Plus à gauche, un autre réseau s'était développé autour du

journal *Libération*, que dirigeait Emmanuel d'Astier de la Vigerie. L'ensemble de ces groupes qui, au-delà de leur activité propagandiste, s'attachaient à constituer une force militaire, acceptèrent en

1942 de fusionner leurs forces au sein de l'Armée secrète (AS), qui fut placée sous le commandement de De Gaulle. Ces réseaux, qui s'étaient constitués autour des différentes tendances de la bourgeoisie républicaine, n'avaient pas le poids du PCF. Interdit depuis septembre 1939, le PC était parvenu à construire une puissante organisation clandestine, qui organisait une fraction importante de la classe ouvrière et aussi de la paysannerie. Après avoir au départ mené un travail essentiellement propagandiste, le PCF s'engagea dans la construction d'une véritable armée au lendemain de l'agression allemande de l'URSS, en juin 1941. Dès l'automne 1941, le PC disposait d'une milice bien organisée, dont les unités étaient regroupées au sein des Francs-tireurs et partisans (FTP).

Unification et militarisation de la résistance

Dans la logique de la politique de construction de « fronts nationaux », qui avait amené Staline à demander aux PC de s'unir avec les partis bourgeois contre les fascistes, la direction du PCF répondit à la proposition gaulliste d'unifier les organisations de résistance. Acceptant de placer leurs unités combattantes sous

la direction de la bourgeoisie, le PCF rejoignit en 1943 le nouveau Conseil national de la Résistance (CNR), qui regroupait, sous la direction de De Gaulle, l'ensemble des organisations de résistance. Sur le plan militaire, le PCF accepta aussi en février 1944 de placer ses FTP sous commandement gaulliste, dans le cadre des Forces françaises de l'Intérieur (FFI).

Dans la logique de la politique de construction de « fronts nationaux », qui avait amené Staline à demander aux PC de s'unir avec les partis bourgeois contre les fascistes, la direction du PCF répondit à la proposition gaulliste d'unifier les organisations de résistance

L'unification de la résistance contribua à sa massification, qui fut largement encouragée par la mise en place en février 1943 du Service du travail obligatoire (STO). Plutôt que de partir travailler en Allemagne, environ 10 % des jeunes Français entrèrent dans la clandestinité, nourrissant ainsi la création des premiers maquis. Malgré des débuts souvent difficiles, ceux-ci montèrent en puissance au printemps 1944, avant de connaître une explosion en juin 1944, pendant laquelle les FFI regroupèrent sans doute plusieurs centaines de milliers de miliciens armés. Ces unités, majoritairement issues des FTP, libèrent durant l'été 1944 le pays, mettant en place un pouvoir populaire.

Loin de vouloir utiliser ce contexte pré-révolutionnaire pour tenter de prendre le pouvoir, le PC joua toutefois pleinement le jeu du « front national ». S'inscrivant dans la logique des blocs décidée par Roosevelt et Staline, le PCF appela ses militantEs et ses milicienNEs au respect des institutions mises en place par les gaullistes, leur demandant en octobre 1944 de rendre leurs armes et de se dissoudre. Malgré l'irruption armée des classes populaires, qui avaient installé durant l'été 1944 un pouvoir populaire, la victoire de la résistance ne déboucha pas sur une révolution, comme l'avaient espéré les militants trotskistes, mais sur la restauration d'une république bourgeoise.

Laurent Ripart

À voir sur le site

Front populaire: le bel été 1936



Tous résistants ?

La mémoire officielle impose alors la glorification des héros, tandis qu'elle observe un grand silence pour les « vaincus », notamment autour des mémoires juives. La spécificité de la Shoah est alors étouffée dans le souvenir global de la déportation. L'écriture de cette Histoire officielle est mise en place dès octobre 1944 puis en 1945 avec deux comités d'histoire qui seront fusionnés en 1951 en un Comité d'histoire de la Seconde Guerre mondiale, rattaché à la direction du gouvernement, la présidence du Conseil.

La construction d'une mémoire officielle

Cette mémoire collective répond aux désirs des deux groupes qui revendiquent la victoire, les gaullistes et les communistes, moyennant par ailleurs des reconnaissances spécifiques. Le PCF obtient son statut de « parti des 75 000 fusillés » en construisant sa propre histoire de la résistance intérieure.

Le résistancialisme censure. En 1956, la séquence du film *Nuit et Brouillard* qui montre un gendarme français en faction devant le camp d'internement de Pithiviers, est masquée au montage. Ce consensus résistancialiste est renforcé par le retour au pouvoir du général de Gaulle en 1958 et atteint son point d'orgue lors de la panthéonisation de Jean Moulin en 1964.

Il trouve son expression dans l'*Histoire de Vichy* de Robert Aron (1954), qui restera

Dans son discours du 25 août 1944 à l'Hôtel de ville de Paris, de Gaulle impose le récit d'une nation restée unie face à l'occupant. C'est la naissance d'un mythe, le résistancialisme, qualifié ainsi par l'historien Henri Rousso en 1987. La majorité des Français auraient résisté, tandis que les collaborateurs n'auraient été qu'une poignée de traîtres et Vichy un gouvernement minoritaire et illégitime.

jusqu'aux années 1960 un ouvrage de référence sur la collaboration. Il y défend la thèse « du bouclier et de l'épée », qui porte l'idée que de Gaulle et Pétain auraient campé deux stratégies pour défendre ensemble la nation mais dans des registres différents.

Une difficile remise en cause

Sur le plan scientifique, le mythe s'effondre progressivement. Mai 68 remet en question le consensus politique autour du gaullisme. La thèse « du glaive et du bouclier » s'effondre avec la publication en 1973 de *La France de Vichy* de l'historien américain Robert Paxton, qui présente pour la première fois la Résistance comme un phénomène minoritaire. C'est un choc car Paxton démontre que c'est bien le régime de Vichy qui est à l'initiative des déportations de 76 000 juifs français, qu'il a adopté des lois antisémites sans que les Allemands ne le demandent explicitement. Il rappelle le soutien massif des Français à Pétain jusqu'aux derniers jours du conflit.

L'État va être plus lent à évoluer. La thèse gaulliste du résistancialisme demeure longtemps le dogme en vigueur au sommet de l'État. Le procès Papon n'a d'ailleurs lieu qu'en 1997. Aussi, pour Mitterrand, Vichy n'est pas la France. Au contraire,

Chirac, qui n'est pas de la même génération, reconnaît pour la première fois la responsabilité de l'État français dans la déportation des juifs, dans son discours du 16 juillet 1995 lors

de la commémoration de la rafle du Vel d'Hiv. Cependant avec l'élection de Nicolas Sarkozy en 2007, il y a de nouveau la volonté de clore les polémiques autour des responsabilités de la



Le consensus résistancialiste est renforcé par le retour au pouvoir du général de Gaulle en 1958 et atteint son point d'orgue lors de la panthéonisation de Jean Moulin en 1964

France. Ce refus de la « repentance » s'accompagne du désir de réhabiliter les héros et d'instrumentaliser de nouveau l'histoire via l'école, notamment par l'exploitation politique de la figure de Guy Môquet. Même si Hollande et Macron ont eux aussi reconnu la responsabilité de la France dans le génocide des juifs, le mythe du résistancialisme reste donc encore vivace!

Sandra Cormier

AFRIQUE DE L'OUEST

Le droit d'aimer et d'être aimé au Cameroun

De nouveau la question de la dépénalisation de l'homosexualité est discutée au Cameroun avec une prise de position pour le moins inattendue.

Le 30 juin, la jeune rappeuse de 26 ans King Nasty déclare sa flamme à la mannequin brésilienne Layons Valença sur le réseau social X (ex-Twitter) agrémenté d'une photo où les deux amoureuses s'embrassent avec passion. Que l'on se rassure, votre hebdomadaire préféré ne tombe pas dans la pipolisation pour son dernier numéro avant les congés d'août. Si on parle de ce tweet, c'est parce qu'il a des répercussions importantes au Cameroun.



Alice Nkom, première femme avocate francophone du Cameroun, est aujourd'hui spécialisée dans la défense des personnes LGBTI. Twitter

Politique homophobe

King Nasty est le nom de scène de Brenda Biya, qui n'est autre que la fille de Paul Biya, président du Cameroun. Un pays particulièrement répressif vis-à-vis de la communauté LGBTQIA+.

L'article 347-1 du code pénal camerounais prévoit une peine d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à cinq ans, assortie d'une amende de 200 000 francs CFA.

Le parti présidentiel, le Rassemblement démocratique du peuple camerounais (RDPC), comme la plupart des autres partis, mène régulièrement des campagnes homophobes qui débouchent le plus souvent sur des actes de violence vis-à-vis de personnes soupçonnées d'être homosexuelles.

Un dérivatif bien commode pour les élites du pays afin de faire oublier leur politique désastreuse en matière de santé, d'éducation et de pouvoir d'achat. Une façon aussi pour ces dirigeants d'apparaître comme les défenseurs de la nation et de l'authenticité de la culture africaine contre un Occident censé être décadent. Ils n'hésitent pas à utiliser des contre-vérités maintes fois rabâchées dans lesquelles l'Afrique serait le seul continent sans diversité sexuelle, en dépit de nombreux travaux d'historiens démontrant le contraire.

Acte militant

Dans sa récente interview au journal *le Parisien*, Brenda Biya fait état du courroux de son frère, Franck Biya, qui se prépare à succéder à son père et de la demande du couple présidentiel de retirer son post sur X. Elle a refusé et reste en attente d'un dialogue avec sa famille. Certains souligneront qu'elle ne risque pas grand-chose pour son coming-out, vivant en Suisse, étant la fille du président avec des revenus confortables. Cependant, Brenda Biya assume cette annonce comme un acte militant contre la pénalisation de l'homosexualité : « Cette loi existait avant que mon père soit au pouvoir. Je la trouve injuste et j'ai l'espoir que mon histoire la fasse changer ». Les défenseurEs des droits des LGBTQIA+ comme l'avocate Alice Nkom qui a assuré la défense depuis deux décennies des personnes présentées comme homosexuelles ne s'y est pas trompée : « Je salue le courage de Brenda Biya, qui assume son droit fondamental d'aimer et d'être aimée ». Idem pour Shakiro, transgenre et militante, plusieurs fois victime d'agression et emprisonnée, l'obligeant à fuir son pays. Quant à Brenda Biya, elle appelle à libérer la vingtaine de détenuEs accusés d'homosexualité qui croupissent dans les geôles du pouvoir.

Paul Martial

Trump, Biden et l'intervention divine

ÉTATS-UNIS

Il y a quelques semaines, Joe Biden a déclaré : « Seul le "Seigneur tout-puissant" pourrait me convaincre d'abandonner la course ». Eh bien, apparemment, il l'a fait, car Joe Biden a quitté la course à la présidence et a soutenu la candidature de sa vice-présidente, Kamala Harris.

Kamala Harris — ou un autre candidatE — devra être désignée lors de la convention du Parti démocrate qui se tiendra du 19 au 22 août. Si les démocrates choisissent quelqu'un d'autre, ils risquent de perdre le soutien des femmes et des électeurEs noirEs. S'ils choisissent Kamala Harris, le colistier à la vice-présidence devra être de préférence un homme blanc issu d'un État qui peut basculer d'un côté ou de l'autre, comme le gouverneur de Caroline du Nord, Roy Cooper, le gouverneur de Pennsylvanie, Josh Shapiro, ou le sénateur de l'Arizona, Mark Kelly.

Le rêve de l'homme fort devenu réalité

La démission de Joe Biden n'est pas le seul événement « divin » de ces dernières semaines. Lors de la Convention nationale républicaine, le candidat du parti, Donald Trump, a été salué non seulement comme le candidat du parti à la présidence, mais aussi comme un homme choisi par Dieu. Parmi les 50 000 personnes présentes, beaucoup de chrétiens évangéliques ont parlé de « l'intervention divine » qui avait sauvé Trump d'un assassinat quelques jours auparavant, le sauvant, lui, leur Messie, pour conduire leur nation chrétienne au salut face aux démocrates diaboliques.

Dans le même temps, la photo de Trump, entouré d'agents des services secrets, du sang coulant de son oreille blessée, levant le poing et clamant « Fight! Fight! » avec le drapeau américain flottant derrière lui — un tableau maintenant disponible sur des affiches et des t-shirts et partout dans les médias — suggère qu'il est l'homme fort invincible que ses partisans ont toujours cru qu'il



était. Désormais auréolé de divinité, il est en marche pour devenir un César américain.

L'homme fort a été le thème central de la Convention, avec Hulk Hogan, l'immense star de catch, qui a déchiré sa chemise sur scène pour en révéler une autre sur laquelle on pouvait lire « Trump/Vance ». Trump n'a pas été présenté, comme le veut la tradition, par sa femme, mais par Dana White, PDG de l'Ultimate Fighting Championship (UFC), la société de promotion des arts martiaux mixtes. Avec pour musique, un rap métall vulgaire et violent, celui de Kid Rock, « American Bad Ass ». Là où le public crie habituellement « Hey, hey, hey », il les a entraînés dans un « Trump, Trump, Trump ». Il a terminé la chanson en disant : « Mesdames et messieurs, prépa-

rez-vous à accueillir le plus patriote et le plus dur à cuire de la planète, le président Donald J. Trump », le tout sur fond de testostérone, de masculinité et de pouvoir.

Vance pour colistier

Trump a également annoncé son colistier, J. D. Vance. Il aurait pu choisir Nikki Haley, la femme qui a remporté une part importante des voix lors des primaires républicaines, afin de séduire les femmes, ou choisir le sénateur de Caroline du Sud Tim Scott pour recueillir davantage de votes noirs, ou encore choisir le sénateur de Floride Marco Rubio pour séduire les Hispaniques, mais il a choisi Vance, sénateur fraîchement élu de l'Ohio, dans l'espoir de séduire les électeurs blancs de la classe ouvrière de cet État. Vance est

l'auteur de *Hillbilly Elegy*, un livre (devenu par la suite un film) qui raconte son enfance difficile auprès d'une mère toxicomane et d'une série de beaux-pères dans les Appalaches frappées par la pauvreté. Après le lycée, il s'est engagé dans les Marines, a obtenu un diplôme avec mention de l'université d'État de l'Ohio, a étudié à Yale, s'est installé dans la Silicon Valley où il est devenu un investisseur en capital-risque, puis est retourné dans l'Ohio pour devenir un politicien d'extrême droite.

Dans son discours de remerciement, Trump a parlé d'unifier le pays, d'être le président de tous les Américains. Mais ce ne fut qu'une demi-heure de douceur et de légèreté sur les 90 minutes qu'a duré son discours, et il est rapidement revenu à ses propos habituels, grandiloquents et bizarres. Faisant allusion à la balle qui lui a ébréché l'oreille, Trump a déclaré à la foule : « Je me tiens devant vous dans cette arène uniquement par la grâce du Dieu tout-puissant ». S'agit-il du même Dieu qui a poussé Biden à se retirer ? Je n'en suis pas sûr. Le retrait de Biden et la probabilité de la campagne de Harris ont déjà commencé à insuffler un peu de vie à la base du parti démocrate et cela pourrait faire toute la différence lors de l'élection. Peut-être que la marche de Trump vers la victoire peut être stoppée, et pardonnez-moi, en tant qu'Américain, de dire « Si Dieu le veut » !

Dan La Botz

GAZA Israël, un État colonisateur et d'apartheid aux JO

Le 19 juillet, la Cour internationale de Justice (CIJ) rendait son avis consultatif sur la « légalité » de l'occupation par Israël des territoires palestiniens depuis 1967. Vingt ans après l'avis sur le Mur en 2004, la CIJ condamne très fermement la colonisation de la Palestine et les crimes commis par l'occupant.

Les conclusions de l'avis viennent confirmer ce que disent depuis des années les PalestinienNES et les personnes qui suivent cette situation coloniale : l'occupation du territoire (Gaza, Cisjordanie et Jérusalem-Est) par Israël depuis 1967 est illégale puisque devenue une annexion et que le régime de restrictions générales imposé aux PalestinienNES entrave leur droit à l'auto-détermination. Ce consensus sur l'illégalité de l'occupation y compris au sein de la communauté internationale avait été affirmé lors des plaidoiries de plus de 50 États et organisations en février dernier¹, majoritairement en soutien des droits du peuple palestinien. Seuls les alliés historiques d'Israël (essentiellement les États-Unis et l'Angleterre) avaient soutenu la position inverse.

Une dénonciation claire des persécutions commises depuis 1967

En ce sens, l'avis est d'une clarté incontestable pour l'ensemble de la communauté internationale avec des obligations juridiques pour Israël : retrait de toute présence de l'État israélien en territoire palestinien, réparation de l'ensemble des dommages causés par l'occupation, ce qui inclut le droit au retour des réfugiés et le démantèlement de l'ensemble des colonies. La communauté internationale a ainsi l'obligation de ne pas reconnaître la

situation actuelle et cette présence illégale en territoire occupé, ce qui est la première étape dans la stratégie du mouvement BDS qui réclame maintenant un désinvestissement et des sanctions.

Surtout, la Cour affirme pour la première fois que le régime de discriminations qu'impose Israël aux PalestinienNES est constitutif du crime d'apartheid ou de ségrégation.

Cet avis non contraignant est à replacer dans la stratégie palestinienne d'investissement des institutions internationales pour rompre l'isolement auquel les PalestinienNES étaient cantonnés. Mise en perspective avec la procédure en cours pour la reconnaissance du génocide et celle devant la Cour pénale internationale, qui devrait délivrer dans les semaines à venir des mandats d'arrêt contre Netanyahu et Gallant, cette stratégie de long terme a porté ses fruits.

Dix mois de massacres et multiplication des fronts

Tout cela peut sembler tout à fait dérisoire lorsque rien ne semble empêcher la politique génocidaire à Gaza où 7% à 10% des PalestinienNES seraient mortEs, où le virus de la polio a été détecté et tandis qu'Israël multiplie les frappes sur le Liban et pour la première fois sur le Yémen en représailles à une attaque des Houthis à Tel-Aviv.

Toutefois, la qualification univoque des crimes coloniaux par la plus haute juridiction internationale vient briser la stratégie du statu quo qu'Israël tente d'imposer aux PalestinienNES car fondé sur une situation illégale. Indirectement, elle vient réaffirmer le droit du peuple palestinien occupé à résister à la puissance occupante. C'est aussi la remise en cause de la solution à deux États : le 17 juillet, la Knesset votait une résolution contre la création d'un État palestinien qu'elle a qualifié de « danger existentiel » pour Israël. Si la mobilisation en France a drastiquement diminué depuis la dissolution de l'Assemblée nationale, la Palestine reste au cœur de l'actualité. Les Jeux olympiques sont l'occasion d'une nouvelle dynamique alors que le président israélien est annoncé à la cérémonie d'ouverture. La fin de la colonisation ne viendra pas d'une décision de justice mais par la mise au ban de l'État génocidaire.

Louisa D.

1 - Voir *l'Anticapitaliste* n° 693 du 29 février 2024.

« La colonisation à découvert : Israël de nouveau devant la CIJ ».

À lire sur le site



Au Kenya, un parfum de révolution, par Paul Martial

Culture

EXPOSITION

Présences arabes. Art moderne et décolonisation, Paris 1908-1988

Musée d'art moderne de la Ville de Paris, du 5 avril au 25 août 2024.

Une occasion manquée, même si des artistes sont à découvrir ou revoir, comme Mohammed Racim ou Yahia Turki, et donne envie d'en savoir plus. Pour la première exposition d'importance en France sur l'art moderne arabe, l'enjeu était de taille. Poser la question, souvent occultée, de l'émergence de la modernité dans les pratiques artistiques dans le contexte du colonialisme, puis sa crise et les combats et conflits qui vont aboutir aux indépendances... Des solidarités politico-artistiques aux problèmes qu'ont rencontrés les artistes sous les régimes issus de ce processus inabouti. Les artistes sont nombreux, qu'ils représentent le monde, le métamorphosent, créent un univers onirique ou cauchemardesque, travaillent la matière ou le signe, voire essayent d'articuler modernité et traditions vernaculaires, universalisme et régionalisme. Le résultat est très décevant, car il y a un trop-plein de thématiques et d'artistes qui oblige à la simplification à outrance. Un certain nombre des choix relèvent plus de critères diplomatiques et institutionnels, arbitraires voire très contestables. Cela noie dans un fourre-tout inégal les artistes les plus originaux.



Impression de fourre-tout

Les peintres et mouvements solidaires des combats et du processus de décolonisation sont présentés de façon partielle et surtout partielle (comme si c'était du côté de la seule figuration que cela s'était passé, ce que le Manifeste des 121 pour l'indépendance de l'Algérie dément radicalement). À trop présenter et mal choisir, on réduit l'espace réservé aux œuvres des artistes. Et on les cantonne à une situation qui rend leur cheminement peu perceptible voire lacunaire! Certains sont surestimés, d'autres sont représentés de façon insatisfaisante (comme Fouad Bellamine, Mahjoub Ben Bella ou Samta Benyahia); sans compter les absences incompréhensibles. Il y a des regroupements où sculptures et peintures sont très mal assemblées (Georges Koskas et Saloua Rouada Choucair).

Rien ne justifie de ne pas avoir choisi l'année symbolique de 1962 comme date de naissance, ce qui aurait permis de voir des artistes comme Jellal Gastelli, Djamel Tatah ou Saoumi. Trois expositions plus ambitieuses étaient possibles: A: 1908-1940, l'art arabe face à la modernité; B: 1945-1990, un présent conflictuel (en terminant l'année de la première guerre du Golfe); C: les artistes européens face à la décolonisation. Le tout accompagné d'un choix plus rigoureux. Il reste cependant de belles présences éparpillées (entre autres Etel Adnan, Baya, Ben Salem, Huguette Caland, Jamil Hamoudi).

Philippe Cyrulnik

À lire sur le site



Être là où ça se passe, de Hugo Melchior



Circulez, de Thomas Jusqu'ame



L'Élection interdite, de Fanny Bugnon



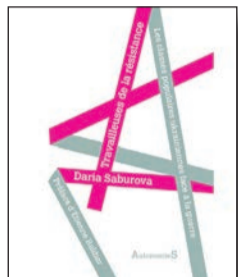
Le nom sur le mur, d'Hervé Le Tellier



Sur la plage, des pavés...

Nouveautés ou rééditions en poche de «pavés» devenus incontournables, les livres sélectionnés par la fameuse librairie «La Brèche» pour vos journées d'été constituent une artillerie pour se «réarmer» intellectuellement et politiquement en vue des combats de la rentrée.

NOUVEAUTÉS



Travailleuses de la résistance, les classes populaires ukrainiennes face à la guerre, Daria Saburova

Éditions du Croquant, 2024, 256 pages, 17 euros.

La bataille de l'hiver a été gagnée grâce à un réseau dense de collectifs de solidarité où les femmes des milieux populaires ont souvent tenu un rôle dirigeant. L'offensive russe n'a pas produit l'effet escompté: mettre l'Ukraine à genoux et inonder l'Ouest de millions de réfugiés. La motivation, c'est résister par tous les moyens, et cette résistance pour être efficace doit venir du quotidien. Dépasser les politiques libérales de destruction des services publics (particulièrement cruciaux en temps de guerre, comme la santé!) par le bénévolat peut confiner à l'auto-exploitation ou... à l'auto-organisation. De bénévole, on passe au statut de volontaire, puis on revendique un droit de regard puis de décision. Le travail de résistance, concept utilisé par Daria Saburova, permet d'appréhender ce passage: c'est la politisation des besoins. Une enquête de terrain rare.



Des électeurs ordinaires, enquête sur la normalisation de l'extrême droite, de Félicien Faury

Éditions du Seuil, 2024, 240 pages, 21,50 euros.

Démonstration sociologique magistrale que la normalisation du RN est d'abord sociale, elle s'est faite par le bas. Appréhender le phénomène n'est possible que concrètement, par une méthode à l'opposé du sondage qui n'est que quantitatif. L'auteur lui se revendique d'une analyse qualitative, «atomistique»: approcher les gens et leur

entourage. Il faut «intégrer le tissu social». De fait, Félicien Faury s'est installé en région PACA et en a conclu qu'il faut arrêter de surfocaliser son attention sur le monde ouvrier, mais que la population cruciale ce sont les petites classes moyennes stables économiquement qui n'ont qu'une peur, le déclassement, et de souligner le facteur transversal présent dans l'ensemble des couches sociales votant RN: le racisme, véritable dénominateur commun. Le «On est chez nous» illustre parfaitement le propos.



Pour lire le Capital, de David Harvey

Éditions La ville brûle, 2024, 368 pages, 25 euros.

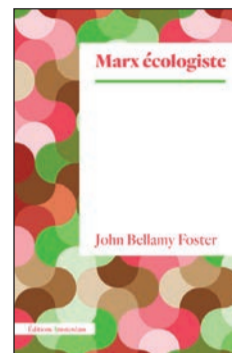
Comme nous, vous avez les trois livres du Capital de Karl Marx dans votre bibliothèque et vous ne les avez pas lus. Ou bien vous en avez abandonné la lecture en cours de route. Ou bien vous comptez bien vous le procurer un jour... sans urgence, en reculant le moment vu l'ampleur de l'œuvre, sa difficulté à l'appréhender seul. Eh bien, David Harvey, géographe marxiste bien connu, a pensé à nous, à vous. Ce livre, plus qu'une introduction, s'attache à expliquer concrètement, avec des exemples de la vie, les concepts utilisés par Karl Marx. Le parti pris est celui de la pédagogie. Le lecteur sera surpris de découvrir qu'en fait il comprend tout. Rien ne lui demeurera étranger, outre la satisfaction intellectuelle personnelle retirée, il se rendra compte que cette œuvre née en 1867 rend parfaitement compte de l'exploitation capitaliste telle que nous la subissons encore.

POCHE

Marx écologiste, de John Bellamy Foster

Éditions Amsterdam, Poche, 2024, 256 pages, 12 euros.

Il est si facile de faire une lecture anachronique de Marx, d'en faire un productiviste pour



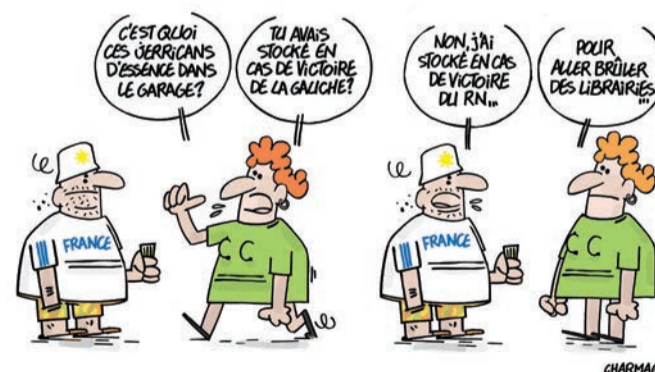
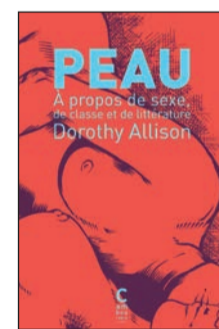
justifier des pratiques d'État dévastatrices (URSS) ignorant délibérément les apports de Lénine, Boukharine et Kautsky. À l'opposé, des écologistes, par ignorance, dans le meilleur des cas, abondent sur le même thème du Marx productiviste. Il n'en est pourtant rien! Pour illustrer son propos, John Bellamy Foster expose le concept de Marx, celui de la «rupture métabolique» que le capitalisme impose entre les êtres vivants et leur milieu, entre la rentabilité escomptée de l'investissement capitaliste et les cycles écologiques forcément longs (par exemple épuisement des sols et agriculture intensive), l'antagonisme entre ville et campagne. Il appelle à la restauration du rapport métabolique entre l'humanité et la terre. Car comme le disait Marx: «Le capital épuise les deux seules sources de toute richesse: la Terre et le travailleur».

Peau. À propos de sexe, de classe et de littérature, de Dorothy Allison

Éditions Cambourakis, Poche, 2023, 500 pages, 13,50 pages.

Militante féministe, lesbienne, dès les années 1960, d'origine ouvrière très pauvre, romancière. Ce livre est particulièrement d'actualité à trois titres: les violences

sexuelles contre les enfants, la contribution des romancières et militantes au combat féministe (international), les apports conceptuels et critiques de l'intersectionnalité. Dans ce livre rassemblant essais et récits autobiographiques, publié en 1994, elle dénonce ce qu'elle nomme le «mythe du pauvre» aux États-Unis, le mythe du «bon pauvre» alors que, citons-la, «nous étions ce "ils" dont tout le monde parle — les pauvres bougres [...] la pauvreté décrite dans les livres et les films était romantique, elle servait de toile de fond à l'histoire de personnages qui arrivaient à s'en échapper. La pauvreté dont les intellectuels de gauche faisaient le portrait était tout aussi romantique [...] La réalité faite de haine de soi et de violence était absente ou caricaturée. [...] La pauvreté que je connaissais était monotone, anesthésiante, avilissante [...] Je sais que j'ai été haïe parce que j'étais lesbienne, à la fois par la "société" et par ma famille mais j'ai été globalement haïe ou méprisée [...] par des lesbiennes dont le comportement et les pratiques sexuelles avaient été forgées par leur classe sociale». Le racisme était également très présent: «ils et elles maintenant qu'il y avait certaines formes de travail, dont celui de femme de ménage, qui étaient seulement pour les Noires, pas pour les Blanches». Un indispensable témoignage!



Vie du NPA l'Anticapitaliste



Orléans: Après les élections discuter de la suite

Entre le sursaut unitaire qu'a constitué pour notre camp social la campagne du Nouveau Front populaire, et les mobilisations qui ne manqueront pas de se développer à la rentrée, notre Université d'été est un point d'étape incontournable pour dresser le bilan de notre politique de ces dernières semaines et pour proposer nos perspectives pour la suite.

Bilans et rentrée

Le programme de cette année se veut le reflet de cette préoccupation : il fera la part belle aux discussions entre organisations avec deux tables rondes : l'une pour revenir sur l'union du social et du politique qu'a permise le NFP mais aussi pour poser la question des outils dont nous aurons besoin pour gagner à la rentrée, avec des représentantEs de la CGT, de Solidaires et de la FSU ; l'autre pour interroger l'avenir de ce NFP, avec des représentantEs de La France insoumise, de l'Union communiste libertaire, de la Gauche écosocialiste, d'Ensemble!, et de Rejoignons-nous.

Un débat spécifique sera aussi organisé entre LFI et le NPA : qu'entendons-nous par « gauche de rupture » ? Quels sont les accords mais aussi les divergences stratégiques entre nos deux organisations ?

Le programme de cette année fera la part belle aux discussions entre organisations

Par ailleurs, nous dresserons un bilan des campagnes législatives auxquelles nous avons tout particulièrement participé, principalement dans l'Aude, avec Philippe Poutou et Pauline Salingue, mais aussi à Avignon, avec le député Raphaël Arnault et notre camarade Mathilde Millat.

Analyser et lutter

Nous nous armerons collectivement pour affronter la rentrée. D'abord en analysant l'extrême droite pour mieux la combattre : la commission antifasciste du NPA reviendra sur les origines du fascisme, Ugo Palheta en fera un état des lieux contemporain, Stéphanie Lamy présentera le phénomène masculiniste, et Félicien Faury questionnera le sens du vote FN et reviendra sur sa base sociale.

Nous opposerons à l'extrême droite notre politique antiraciste, de lutte contre l'antisémitisme, féministe, LGBTI+ et écologique, en montrant à la fois comment ces luttes sont à l'avant-garde de notre résistance collective internationale, et en articulant ces différents systèmes d'oppression au capitalisme, à l'aide de nos nombreux invitéEs : l'historienne Fanny Gallot, la sociologue Kaoutar Harchi ou encore la militante et autrice Fatima Ouassak, pour n'en citer que quelques-unes.

Enfin, nous préparerons les luttes de la rentrée en lien avec les perspectives du Nouveau Front populaire dans un atelier spécifique, mais aussi avec notre traditionnel meeting de rentrée, qui reviendra sur les luttes nationales et internationales, auxquelles est d'ailleurs

16^e UNIVERSITÉ D'ÉTÉ **On sera là!**

Du 25 au 28 août à Port-Leucate, notre 16^e Université d'été va se dérouler cette année dans un contexte doublement particulier. D'abord la situation politique française et internationale et ses bouleversements. Ensuite parce que nos discussions en vue de notre 6^e Congrès, un congrès pas comme les autres, doivent commencer.



PHOTO THÉÂTRE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

consacré un cycle spécifique de notre Université d'été. Ce meeting, qui se tiendra lundi soir, permettra ainsi à la fois de revenir sur la lutte palestinienne, avec l'intervention de Salah Hamouri de Boussole Palestine, sur les droits du peuple kanak, et de développer comment nous pouvons lutter en France contre l'offensive capitaliste et le danger de l'extrême droite, avec notamment nos porte-parole.

Débattre et construire

Notre 16^e Université d'été est également un moment important de construction et de discussion au sein de notre organisation, en vue de notre congrès qui aura lieu l'année prochaine. Ainsi, à quelques mois du 6^e congrès du NPA, trois moments seront consacrés au lancement de la discussion collective qui va nous accompagner jusqu'en avril 2025 : quel nouveau parti anticapitaliste pour la période ? Quelle politique des anticapitalistes face à l'extrême droite ? De quel congrès les comités ont-ils besoin ?

À quelques mois du 6^e congrès du NPA, trois moments seront consacrés au lancement de la discussion collective qui va nous accompagner jusqu'en avril 2025

Cela sera l'occasion de commencer à discuter collectivement de notre projet : la question du parti, tant d'un point de vue historique, théorique, que stratégique. Est ainsi en particulier présente dans le programme la question de quel parti nous avons besoin pour la période.

Héritage et perspectives

Plusieurs propositions pour qui veut en savoir plus sur un parti qui cultive son passé et son héritage : à l'occasion du centenaire de la mort de

Lénine, la commission formation organisera ainsi un cycle « Lire Lénine » ; à l'occasion du cinquantenaire de Lip, Théo Roumier nous parlera de Charles Piaget. En avant-première, nous projeterons le documentaire *Rouge, la couleur qui annonce le journal*, avec Olivier Besancenot et Edwy Plenel, pour revenir sur l'histoire du journal quotidien de la Ligue communiste révolutionnaire et de son imprimerie Rotographie à Montreuil.

L'université d'été sera d'ailleurs l'occasion de lancer notre souscription pour l'achat et la rénovation de cette imprimerie : pour une gauche de combat, nous avons besoin d'un local pour le NPA !

Bien sûr, nous construisons un parti également tourné vers l'avenir. Cela commence avec les Jeunesses anticapitalistes qui organiseront leur assemblée générale jeunes, ainsi que deux débats spécifiques autour de la mise au pas de la jeunesse et de la mobilisation étudiante internationale de soutien à Palestine. Cela passe aussi par des élaborations de fond. Pour ce faire, nous accueillerons le nouveau Centre d'études marxistes Nos vies/leurs profits, et nous débaterons avec l'équipe du journal en ligne *Contretemps Web*, représentée notamment par Ludivine Bantigny, afin d'actualiser nos visées stratégiques et tactiques. Nous devons également être armés programmatiquement : c'est pourquoi nous discuterons le programme du NFP, mais nous proposerons aussi au débat le Manifeste du marxisme révolutionnaire de la IV^e Internationale, avec Christine Poupin et Hendrik Davi.

Être anticapitalistes aujourd'hui implique d'utiliser de nouveaux outils, les réseaux sociaux, les plateformes notamment : un atelier spécifique y sera consacré avec Bolchegeek, Modiie, Lumi et Ebibi. Cela nécessite également de savoir créer un imaginaire, une culture commune : plusieurs ateliers seront consacrés à la littérature, à des

Nous sommes un parti bien vivant, qui partage son expérience, ses acquis théoriques, et propose un cadre commun pour militer

films, à la photographie, mais également à la musique, avec un atelier sur le rap, plusieurs ateliers de chorale, un karaoké et des soirées festives pour danser ou discuter, selon les goûts de chacunE.

Pour toutes ces raisons, pour cette variété de thèmes et de débats en perspective, cette échéance est d'ores et déjà une réussite, que nous devons finir de construire à la hauteur de nos tâches dans la période. C'est le moment de renouer avec nos compagnonNES de route, de convaincre des sympathisantEs de passer le cap et de nous rejoindre. Cette 16^e Université d'été montrera que nous sommes un parti bien vivant, qui partage son expérience, ses acquis théoriques, et propose un cadre commun pour militer... Pour tout changer et opposer notre frein d'urgence à la barbarie capitaliste : une alternative anticapitaliste, révolutionnaire, antiraciste, féministe, LGBTI+, et écosocialiste ! Alors, tous et toutes à l'Université d'été !

La commission université d'été

Pour plus d'informations, pour s'inscrire : <https://npa-anticapitaliste.org/UDT2024>

Suis-nous

linktr.ee/lanticapitaliste

lanticapitaliste.org
[NPA Lanticapitaliste](https://npa-anticapitaliste.org)
[L_anticapitaliste](https://lanticapitaliste.com)
[Lanticapitaliste1](https://t.me/Lanticapitaliste)
lanticapitaliste.presse
[lanticapitaliste](https://lanticapitaliste.com)



Retrouve-nous

Sur notre chaîne YouTube L'Anticapitaliste, le média du NPA : vidéos, émissions, reportages, entretiens sur l'actualité des luttes avec celles et ceux qui les font !

Découvre notre presse

Profite de notre promotion d'essai :

12 € = 3 mois d'hebdo

ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

Et chaque mois,

L'Anticapitaliste la revue

Le n°158 est disponible

Pour te le procurer, tu peux envoyer un chèque de 4,50 euros à l'ordre de NSPAC à :

L'Anticapitaliste,
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil cedex.



Abonne-toi



Soutiens la presse anticapitaliste et reçois **L'Anticapitaliste** chez toi le vendredi !

Découvre toutes nos offres d'abonnement sur notre site (6 mois, 1 an ou à durée libre).

Contacte-nous

Pour faire remarques et observations, envoyer des photos ou des articles, écris-nous à : redaction@npa2009.org

Dis-nous

Un problème avec ton abonnement ? Il arrive trop tard dans ta boîte ? Fais-le nous savoir à : diffusion.presse@npa2009.org

L'image de la semaine

